



COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES
CEA PARIS-SACLAY
91191 GIF-SUR-YVETTE CEDEX

**Marché classifié T.S
AVEC détention d'ISC**

Affaire suivie techniquement par :
M. Luc BALDY-MOULINIER
CEA PSAC USST/SLEM/GSG
Téléphone : 01.46.54.80.89
luc.baldy-moulinier@cea.fr

Affaire suivie commercialement par :
Mme Karelle CHRETIEN-HURARD
Service des Marchés et Achats
Téléphone : 01.69.08.54.64
karelle.chretien-hurard@cea.fr

PRESTATIONS LOGISTIQUES DU CENTRE CEA PARIS-SACLAY SITES DE FONTENAY-AUX-ROSES ET D'EVRY

Référence projet de marché n° **B24-05795-KCH**

Entre

le **Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives**, établissement à caractère scientifique, technique et industriel dont le siège est situé Bâtiment Le Ponant D - 25 rue Leblanc à Paris 15^{ème} - immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro RCS Paris B 775 685 019, représenté par **Monsieur / Madame**, en qualité de

ci-après dénommé « le CEA »,

d'une part,

et

la société, domiciliée, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de sous le numéro RCS représentée par, en qualité de

ci-après dénommée « le Titulaire »,

d'autre part,

à compléter par le soumissionnaire

ci-après désignés individuellement par la « Partie » et collectivement par les « Parties ».

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

CEA PARIS-SACLAY

Service des Marchés et Achats (SMA)
Centre CEA Saclay | Bât 530 | PC 98 |
91191 Gif-sur-Yvette Cedex

Établissement public à caractère industriel et commercial | RCS Paris B 775 685 019



SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET	3
ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES.....	3
ARTICLE 3 - ETENDUE DE LA PRESTATION.....	4
ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DES PARTIES	7
ARTICLE 5 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE (ARTICLE 16.3 DU CDC)	8
ARTICLE 7 - CLAUSE SOCIALE (ARTICLE 16.4 DU CDC)	12
ARTICLE 8 - PHASES DE REVERSIBILITE.....	12
ARTICLE 9 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION	13
ARTICLE 10 - QUALITE	15
ARTICLE 11 - REMISE DE LIVRABLES	15
ARTICLE 12 - DELAIS D'EXECUTION – DUREE	16
ARTICLE 13 - INTERLOCUTEURS	16
ARTICLE 14 - REUNIONS	17
ARTICLE 15 - RECEPTIONS.....	18
ARTICLE 16 - MONTANT.....	19
ARTICLE 17 - REVISION	21
ARTICLE 18 - CONDITIONS DE FACTURATION.....	22
ARTICLE 19 - CONDITIONS DE PAIEMENT	24
ARTICLE 20 - SOUS-TRAITANCE	24
ARTICLE 21 - PENALITES.....	24
ARTICLE 22 - CLAUSE DE PROTECTION DU SECRET (MARCHES CLASSIFIES).....	26
ANNEXE 1 - PERSONNEL DU TITULAIRE.....	29
ANNEXE 2 - MODELE D'ORDRE DE SERVICE POUR LES PRESTATIONS SUR BORDEREAU DE PRIX OU UNITES D'ŒUVRE (BPU)	33
ANNEXE 3 - MODELE DE FDMDP (FICHE DE MODIFICATION POUR LES PRESTATIONS SUR DEVIS PREALABLE).....	34

ARTICLE 1 - OBJET**1.1 Dispositions générales**

Le présent marché définit les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, la réalisation des prestations logistiques pour les sites CEA de Fontenay-aux-Roses (92) et d'Evry (91).

1.2 Les prestations nécessitent que le Titulaire dispose notamment des habilitations techniques figurant dans les Spécifications Techniques (habilitation cariste, habilitation ADR etc...) et les maintienne en vigueur pendant toute la durée du marché. Cette obligation constitue une condition requise au sens de l'article 39.4 des CGA.**1.3 Unité bénéficiaire**

La prestation est effectuée pour le compte du Centre Paris-Saclay (P-SAC), Département de Soutien Scientifique et Technique (DSST), Service Logistique, Exploitation, Maintenance (SLEM), Groupe Services Généraux (GSG).

ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES**2.1** Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché et de ses annexes, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- le dossier de consultation du CEA référencé B24-05795-KCH daté du 28/01/2025, avec, faisant partie intégrante de celui-ci, et par ordre de priorité décroissante :
 - le Plan Contractuel de Sécurité (PCS),
 - les Spécifications Techniques constituées du cahier des charges référencé CEA-PSAC/DSST/SLEM/24-0115 indice A du 01/01/2025,
 - la consigne intitulée « Instructions Générales de Sécurité applicables aux Entreprises Extérieures et aux organismes en collaboration travaillant sur le Centre CEA Paris-Saclay » référencée DRF/P-SAC/CQSE/CO/01 indice A d'avril 2018,
 - le règlement intérieur du CEA/FAR,
 - la consigne à l'attention des entreprises extérieures référencée CEA/P-SAC/DSST/SLEM/GVDC/CO/06 indice B de juillet 2021 et intitulée « Evacuations des déchets conventionnels gérées en direct par les installations et pénalités applicables en cas de non-respect des consignes »,
 - le Cahier des Spécifications Techniques Générales (CSTG) relatif aux prestations et/ou travaux à réaliser, en dehors des INB, sur le Centre du CEA/FAR (référéncé STLI.CSTP.12/001 du 14/06/2012),
 - les Conditions Générales d'Achat (CGA) applicables aux marchés passés par le CEA (édition de janvier 2022),

- le Cahier des Clauses Sociales Particulières (C2SP) référencé DAPS/DIR/2021-001 du 12 janvier 2021,
 - à titre supplétif, la proposition du Titulaire référencée
datée du (à compléter par le soumissionnaire).
- 2.2** Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

ARTICLE 3 - ETENDUE DE LA PRESTATION

3.1 Périmètre géographique du marché (art 3 CdC)

Ces prestations sont réalisées pour tout ou partie sur le site CEA de Fontenay-aux-Roses (FAR), le site IRSN de Fontenay-aux-Roses (FAR), le site CEA d'Evry et les annexes du site CEA de FAR.

Le détail pour chacun d'entre eux est mentionné à l'annexe 4 du présent marché.

3.2 Périmètre technique du marché

Les prestations se déclinent en une partie forfaitaire et une partie estimative :

3.2.1 Partie forfaitaire

Les prestations de la partie forfaitaire décrites dans les Spécifications Techniques comprennent :

- la réception, et la livraison des marchandises,
- le contrôle des marchandises au RX,
- les commandes au magasin central de Saclay,
- le contrôle des niveaux gaz et remplacement des bouteilles,
- l'astreinte « gaz »
- le remplissage des vases d'azote,
- la réception et le magasinage des bouteilles gaz,
- la gestion comptable des gaz et le suivi de facturation,
- le tri et la distribution du courrier interne et externe,
- la collecte du courrier sortant,
- la gestion du courrier classifié,
- la gestion des dosimètres (collecte et la distribution),
- la gestion des affichages administratifs,
- la gestion des vestiaires des entreprises extérieures.

Le marché se décline en une tranche ferme et plusieurs options :

- la tranche ferme portant sur l'exécution des prestations forfaitaires pour la période du 01/09/2025 au 31/08/2028,
- les options de prolongation n° 1 et n° 2, d'une année chacune, portent sur l'exécution des prestations de la tranche ferme,
- Option n° 3 : détention d'une carte professionnelle « agent de sécurité »,
- Option n° 4 : réversibilité entrante du 18/08/2025 au 31/08/2025.

Chaque option pourra être levée séparément selon les modalités suivantes :

- Options 1 et 2 : pourront être levées par le CEA, par courrier, dans un délai de 3 mois avant l'échéance du marché.
- Options 3 et 4, pourront être levées par le CEA à la signature du marché ; elle seront réputées intégrées à la tranche ferme.

3.2.2 Partie estimative

Les prestations de la partie estimative se déclinent comme suit :

3.2.2.1 Prestations sur bordereaux de prix

Le Titulaire pourra être amené à réaliser les unités d'œuvre suivantes :

N°	Intitulé	unité d'œuvre
1	Livraison des marchandises de FAR vers Evry	1 livraison
2	Livraison des marchandises de FAR vers Hôpital Saint-Louis	1 livraison
3	Emballage pour l'expédition de colis : carton standard : 15x10x10	1 carton
4	Emballage pour l'expédition de colis : carton standard : 25x15x10 cm	1 carton
5	Emballage pour l'expédition de colis : carton standard : 35x30x30 cm	1 carton
6	Emballage pour l'expédition de colis : carton standard : 55x35x30 cm	1 carton
7	FAR – Réservation et ouverture salles de réunion	1 prestation
8	FAR – Régisseur (assistance technique durant la réunion)	1 prestation
9	Evry – Réservation et ouverture salles de réunion	1 h de présence
10	Convoyage des véhicules de service CEA du site de FAR vers le garage pour des opérations de maintenance	1 aller-retour

Ces prestations seront rémunérées sur la base des bordereaux de prix unitaires (BPU) mentionnés à l'article « Montant » du marché. Le Titulaire ne pourra exécuter ces prestations qu'après avoir reçu une demande du CEA formalisée par ordre de service (OS) dont le modèle figure en en annexe.

A titre exceptionnel, les Parties peuvent convenir de la création de nouveaux BPU au cours de l'exécution du marché dans les conditions et modalités suivantes :

- l'objet des BPU sont de même nature en termes de spécifications techniques que celles définies dans le marché initial et/ou s'avèrent nécessaires à la réalisation des prestations,
- le chiffrage des BPU complémentaires est établi sur la base des montants en vigueur et définis contractuellement ou du montant d'une prestation sur devis préalable générée dans le cadre de l'exécution du marché (FDMDP) et ayant un objet similaire,
- à titre exceptionnel, le CEA formalise cette évolution et son accord par un courrier co-signé par les Parties. Les nouveaux BPU sont applicables dès réception par le Titulaire de ce courrier co-signé, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

3.2.2.2 *Prestations sur devis préalable*

Les prestations sur devis préalables portent sur des prestations supplémentaires suivantes : emballage pour l'expédition de colis, plis hors normes ou spécifiques (sur devis) que le CEA se réserve le droit de faire effectuer par le Titulaire dans les conditions définies par le marché.

Le CEA adressera une demande spécifique au Titulaire. Le Titulaire fournira en retour un devis détaillé, dans un délai maximal de 5 (cinq) jours ouvrés, faisant apparaître :

- le descriptif des prestations à réaliser,
- le nombre de jours ou le nombre d'heures d'intervention par qualification, les taux journaliers ou les taux horaires (conformément aux dispositions de l'article « Montant » du marché),
- un calendrier de réalisation des prestations.

Ces devis sont soumis à l'accord préalable du CEA et une fois acceptés par celui-ci, ont un caractère ferme et forfaitaire.

L'accord du CEA sera formalisé par une fiche de modification sur devis préalable (FDMDP) dont le modèle figure en annexe 3, adressée au Titulaire et faisant référence au devis présenté.

3.2.2.3 *Prestations remboursées à l'euro/l'euro*

Ces prestations incluent les frais d'affranchissement des courriers et colis ordinaires ou express, ainsi que les piles des micros.

- Expédition de colis (art. 9.8 du CdC),
- Expédition de plis express (art. 11.1.5 du CdC).

ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DES PARTIES

4.1 Obligations du Titulaire

4.1.1 Obligation de résultat

La prestation, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité, sera en tout point conforme aux exigences définies dans les Spécifications Techniques et est assortie d'une obligation de résultat.

Il appartient au Titulaire de prendre toutes les dispositions qu'il jugera nécessaires et de demander aux interlocuteurs du CEA toutes les informations requises pour satisfaire à l'obligation de résultat.

4.1.2 Obligation de conseil

Le Titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil et de mise en garde du CEA.

Le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution des prestations qui lui sont dévolues au titre du marché, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa prestation et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

4.2 Connaissance des lieux et de l'environnement

Le Titulaire déclare :

- avoir pris connaissance de l'ensemble des documents visés à l'article 2 du présent marché et pièces associées et bien connaître l'ensemble des contraintes fixées par ces documents,
- qu'il a une parfaite connaissance des installations, qu'il en a apprécié les éventuelles contraintes ou nuisances ainsi que celles liées à l'environnement et estimé toutes les sujétions tant techniques qu'administratives inhérentes aux prestations.

En complément des renseignements qui lui sont fournis dans les pièces du marché, et conformément aux dispositions de l'article 4.1 des CGA, le Titulaire doit avoir effectué les vérifications préalables et avoir relevé sur place ou demandé au CEA tous les renseignements complémentaires qui lui sont nécessaires pour exécuter les prestations dans les délais requis.

Le Titulaire est réputé avoir eu toute possibilité d'apprécier exactement l'étendue et la teneur des prestations ; il ne pourra par la suite se prévaloir d'aucune omission, insuffisance de description ou de données et d'informations pour refuser d'intégrer dans sa mission des prestations nécessaires à son plein et bon accomplissement.

Il devra notamment de sa propre initiative, en relation avec le CEA, prendre tous les contacts nécessaires à la bonne exécution des prestations avec les tiers contractants du CEA et d'une manière générale avec les tiers intéressés par les prestations dont il a la charge. Il devra également, dans ce même objectif, et en tant que de besoin, solliciter le CEA le plus tôt possible afin d'obtenir les contacts utiles et nécessaires à la pleine et bonne exécution des prestations.

Par conséquent, le Titulaire ne pourra en aucun cas prétendre à un supplément de prix ou justifier un retard par suite, soit d'insuffisance de description, soit de difficulté d'accès ou d'organisation due aux particularités du lieu.

4.3 Obligations du CEA

Le cas échéant, le CEA mettra à disposition du Titulaire tout document et informations nécessaires à l'exécution du présent marché.

Dans l'hypothèse d'une indisponibilité des éléments précités, les Parties se rapprocheront pour en définir l'incidence sur l'exécution du marché.

ARTICLE 5 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE (ARTICLE 16.3 DU CDC)

Le Titulaire doit mettre en œuvre, dans le cadre de l'exécution du marché, toutes mesures visant la réduction des impacts environnementaux, notamment l'empreinte carbone. Le Titulaire s'engage à :

- privilégier des modes de transports respectueux de l'environnement et faiblement émetteur en CO2 et à optimiser les déplacements,
- utiliser du matériel et des équipements économes en énergie et en ressources,
- produire des livrables sur des supports respectueux de l'environnement,
- sensibiliser les intervenants aux problématiques environnementales.

Pour évacuer les déchets conventionnels, le Titulaire s'engage à respecter les dispositions mentionnées dans la consigne référencée CEA/P-SAC/DSST/STEM/GVDC/CO/06 visée à l'article 2 du marché.

Le respect des dispositions environnementales fera l'objet d'un suivi au moyen d'un ou plusieurs indicateurs définis en début de marché assortis d'un engagement correspondant à l'offre du Titulaire ou définis d'un commun accord. En cas de non-respect de la valeur cible des indicateurs, des pénalités pourront être appliquées.

Une fois par an, la revue mensuelle comprendra un point spécifique sur les aspects développement durable de la prestation, au cours de laquelle le Titulaire présentera une proposition d'engagement de progrès.

ARTICLE 6 - CLAUSE D'INSERTION SOCIALE

NB : cette clause sera complétée/adaptée dans l'accord final en fonction des engagements pris par le Titulaire dans son offre

Le CEA dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application de l'Article L2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans ce marché public une clause sociale d'insertion obligatoire qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Au-delà de l'exigence de réalisation des heures d'insertion, le CEA souhaite que l'exécution de la clause d'insertion apporte une réelle plus-value, que ce soit au Titulaire ou au(x) bénéficiaire(s) de la clause.

Ainsi cette clause doit permettre au(x) bénéficiaire(s) d'acquérir une expérience professionnelle réelle sur la base, non seulement des formations apportées (par le Titulaire ou par les opérateurs de l'insertion), du tutorat mis en place mais aussi des tâches confiées, leur niveau de difficulté pouvant

évoluer au fur et à mesure de l'exécution du marché. Ainsi, une évaluation régulière doit pouvoir être réalisée avec le(s) bénéficiaire(s).

Le(s) bénéficiaire(s) pourront bénéficier durant la période du marché de l'accompagnement des opérateurs d'insertion, des aides à la formation et des prestations du service public de l'emploi (Pôle Emploi, Maison de l'Emploi, Mission Locale, CCAS, MEIF...).

6.1 Le volume d'heures d'insertion à réaliser

Le Titulaire s'engage à réaliser 1000 heures d'insertion durant la tranche ferme, reconduit au prorata en cas de levée des options de prolongation (*ce volume d'heures sera adapté dans le dans le marché final sur la base des éventuels engagements supérieurs pris par le Titulaire dans son offre*). A l'issue de chaque année d'exécution du marché, un bilan de l'engagement d'insertion est réalisé pour tenir compte de l'évolution des personnes en insertion.

Le Titulaire peut réaliser ses obligations d'insertion pendant l'exécution du marché, à l'occasion de la vacance ou de la création d'un poste de travail notamment. Si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage, etc.), les heures de formation sont comptabilisées au titre des heures d'insertion pour les publics éligibles mentionnés ci-dessous.

Si une partie des prestations est sous-traitée, le Titulaire du marché s'engage à faire respecter la condition d'exécution relative à l'insertion par son sous-traitant, si celui-ci est concerné au vu des prestations qui lui sont confiées.

La part des heures d'insertion sous-traitées doit l'être en proportion de la part d'activité sous-traitée.

Le titulaire reste l'unique et seul responsable de l'exécution de la clause d'insertion vis-à-vis du CEA.

6.2 Publics éligibles à la clause sociale d'insertion

Le Titulaire devra impérativement faire appel à une / des personne(s) relevant des catégories suivantes pour la réalisation de la clause d'insertion :

- Personnes recrutées et accompagnées dans une structure reconnue par l'Etat :
 - Personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé ; salariés des entreprises adaptées, des entreprises adaptées de travail temporaire ou usagers des ESAT ;
 - Personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnées à l'article L .5132-4 du code du travail, c'est-à-dire ;
 - mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI) ;
 - salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier chantier d'insertion (ACI) ;
 - Personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Etablissements Publics d'Insertion et de Défense (EPIDE) et les Ecoles de la deuxième Chance (E2C) ;
 - Personnes en parcours d'insertion au sein des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ).
- Personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail :

- Demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois) ;
- Bénéficiaires du RSA en recherche d'emploi ;
- Personnes ayant obtenu la reconnaissance de la qualité de travailleurs handicapés au sens de l'article L.5212-13 du code du travail orientées en milieu ordinaire et demandeuses d'emploi fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- Bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte handicapé (AAH), de l'allocation temporaire d'attente (ATA), de l'allocation veuvage, ou de l'allocation d'invalidité ;
- Jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi :
 - sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois ;
 - diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;
- Demandeurs d'emploi senior (plus de 50 ans) en recherche d'emploi depuis plus de 6 mois ;
- Habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi et en recherche d'emploi depuis plus de 6 mois ;
- Personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de France Travail, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales, de Cap emploi ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).

6.3 Les modalités de mise en œuvre de la clause sociale d'insertion

Le Titulaire devra réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution du marché, à une action d'insertion réalisée selon l'une des modalités définies ci-dessous.

Ainsi, pour satisfaire son engagement, le Titulaire pourra :

- 1^{ère} modalité : Embauche directe en contrat à durée indéterminée (CDI), en contrat à durée déterminée (CDD) ou en contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage). Les heures effectuées par les personnes en insertion via l'embauche directe sont comptabilisées durant l'exécution du marché à compter de la date d'embauche et pour une période maximale de deux ans. Les heures de formation réalisées durant le contrat de travail sont valorisables sur justificatifs ;
- 2^{ème} modalité : Par le recours à la sous-traitance ou au groupement d'opérateurs économiques avec une entreprise d'insertion (EI), un atelier chantier d'insertion (ACI) ou une entreprise adaptée (EA), un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), une entreprise d'insertion par le travail indépendant (EITI), ou un travailleur indépendant handicapé (TIH).
- 3^{ème} modalité : Par la mise à disposition de salariés en insertion via le recours à une association intermédiaire (AI), ou à une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), ou à une entreprise

de travail temporaire adapté (ETTA), ou à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), ou à une entreprise de travail temporaire (ETT).

6.4 Le contrôle et le suivi des heures d'insertion

Il sera procédé au contrôle de l'exécution des actions d'insertion pour lesquelles le Titulaire s'est engagé.

A cet effet, il produit un mois avant la revue de contrat annuelle tous les renseignements utiles (date d'embauche, nombre d'heures réalisées, type de contrat, poste occupé, encadrement technique, accompagnement socio-professionnel, formation...) propres à permettre le contrôle régulier de l'exécution de la clause et son évaluation.

Si le Titulaire passe par une structure qui fait de la mise à disposition ou de la sous-traitance, les éléments justificatifs seront apportés au CEA par ladite structure ainsi que les relevés des heures réalisées.

La durée maximum de prise en compte des heures travaillées et des heures de formation au titre de la clause d'insertion est de 36 mois. Dans le cas d'un marché d'une durée supérieure à 36 mois, la valorisation des heures reconduite au prorata temporis pourra être comptabilisée jusqu'au terme du marché.

Les justificatifs à produire en phase d'exécution du marché sont par exemple : fiches de suivi des heures d'emploi et de formation, attestation de formation, contrat de travail en alternance.

A l'issue du marché, le Titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauche ultérieure des personnes en insertion.

En complément de cette transmission d'informations et pendant l'exécution du marché, le CEA peut à tout moment, décider de faire un point d'étape sur le suivi de la clause avec le Titulaire attributaire.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues l'article 19 du présent marché.

Par ailleurs, lorsque le Titulaire rencontre des difficultés pour assurer son engagement, il en informe le plus rapidement possible par écrit (courrier, courriel) le CEA.

Le suivi des heures fera également l'objet d'un bilan annuel.

6.5 Conditions de suspension de l'application de la clause d'insertion

En cas de difficultés économiques qui se traduisent par le recours à de l'activité partielle, ou à l'engagement d'une procédure de licenciement pour motif économique, ou encore à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, le CEA peut décider de suspendre l'exécution de la clause sociale d'insertion. Cette décision est subordonnée à la communication d'une copie des documents afférents à ces difficultés transmis par la DDETS ou le juge.

La suspension entraîne la réduction du volume d'heures contractuelles dédiées à l'insertion, au *prorata temporis*. Le volume d'heures contractuel est d'abord ramené à un volume moyen journalier au vu de la durée du marché du Titulaire. Ce volume moyen journalier est ensuite multiplié par le nombre de jours ouvrés validés au titre des difficultés économiques. Ce produit est alors déduit du volume global.

ARTICLE 7 - CLAUSE SOCIALE (ARTICLE 16.4 DU CDC)

Le titulaire s'engage, par ses mesures de politique sociale, à promouvoir l'égalité et la mixité professionnelle en faveur des profils susceptibles d'être affectés à l'exécution des prestations ou participant de manière directe ou indirecte au marché en justifiant d'actions spécifiques menées pendant la durée du marché.

Le Titulaire produira à cet effet, à la date anniversaire du marché une note annuelle retraçant les actions et initiatives qu'il aura entreprises durant cette période.

ARTICLE 8 - PHASES DE REVERSIBILITE**8.1 Réversibilité entrante (option n° 4)****8.1.1 *Durée de la réversibilité entrante***

Pendant une durée de 15 jours (du 18 au 31 août 2025), le Titulaire effectuera une prestation de réversibilité entrante consistant à prendre connaissance des prestations à exécuter, conformément aux dispositions des Spécifications Techniques.

8.1.2 *Obligations et responsabilités pendant la période de réversibilité entrante*

La période de réversibilité entrante permet au Titulaire d'acquérir les « connaissances » transférées par le CEA et le prestataire sortant.

Pendant la période de réversibilité entrante, le Titulaire a une obligation de moyens. Il s'engage à suivre le programme de transition et de formation validé par le CEA et le prestataire sortant. La responsabilité des prestations incombe au prestataire sortant qui a une obligation de résultat.

Compte tenu de la co-activité due à la présence simultanée de plusieurs entreprises, un plan de prévention spécifique sera établi par le CEA pour la durée de la réversibilité entrante.

8.2 Réversibilité sortante (forfait)**8.2.1 *Durée de la réversibilité sortante***

Au cours des deux dernières semaines d'exécution du marché fixé à l'article « Durée » ci-après, éventuellement prolongé au titre des options de prolongation, le Titulaire pourra être amené à effectuer une prestation de réversibilité consistant à transférer les connaissances qu'il aura acquises à un éventuel nouveau prestataire entrant.

8.2.2 *Obligations et responsabilités pendant la période de réversibilité sortante*

Dans le cadre du marché, on entend par « réversibilité », l'obligation pour le Titulaire (prestataire sortant) de fournir au CEA, ou à tout tiers de son choix, une assistance technique pour permettre au prestataire entrant ou au CEA de prendre connaissance de l'ensemble des conditions de réalisation

des prestations dues au titre du marché, de l'ensemble de la documentation associée et de s'initier aux méthodes et aux outils utilisés.

Pendant cette période les prestations mises à la charge du Titulaire (prestataire sortant) au titre du marché seront effectuées, dans le respect des Spécifications Techniques et des objectifs et résultats qui y figurent, exclusivement sous la responsabilité du Titulaire sortant.

Préalablement au démarrage de la réversibilité, au moins 15 jours avant (hors période de fermeture du CEA), le Titulaire (prestataire sortant) soumettra à l'approbation du CEA un programme de transition et de formation exposant les missions précises et les modalités de transfert de compétences et de connaissances des prestations ainsi que l'organisation associée à cette phase de réversibilité. Le Titulaire sortant s'engage à participer à toutes les réunions organisées par le CEA à cet effet et dont la date et la durée auront été fixées à l'avance.

Par ailleurs, la présence simultanée de plusieurs entreprises constituant une co-activité, un plan de prévention spécifique à la période de réversibilité sera établi par le CEA dès le début de cette période. Le Titulaire sortant ne saurait être tenu responsable des manquements dus à l'intervention d'un tiers du fait cette co-activité.

A l'issue de la période de réversibilité sortante :

- les documents suivants devront avoir été remis au CEA par le Titulaire sortant (sous un format modifiable et non .pdf) :
 - toute la documentation mise à la disposition du Titulaire par le CEA,
 - les procédures en vigueur pour chaque prestation,
- tout matériel informatique et de téléphonie, encore prêté au Titulaire sortant par le CEA aura été restitué. La restitution étant formalisée par des états contradictoires,
- tous les fichiers informatiques de la documentation élaborée par le Titulaire sortant et les fichiers informatiques des outils de gestion des activités constituant des livrables au titre des prestations auront été remis au CEA dans leurs dernières versions applicables ou de mise à jour, de même que les versions en projet.

ARTICLE 9 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION

9.1 Moyens mis en œuvre par le Titulaire

Le Titulaire prend en charge l'ensemble des consommables ayant trait à l'exécution des prestations même lorsque cette exécution s'effectue dans les locaux du CEA.

Le Titulaire fournit à son personnel et sous sa seule responsabilité le matériel nécessaire à l'exécution du marché conformément aux dispositions de l'article 18.2 des CGA.

Le Titulaire veille à ce que son personnel n'utilise pas les matériels appartenant au CEA qui ne sont pas mis normalement à sa disposition dans le cadre du marché.

Si des matériels appartenant au CEA étaient prêtés au Titulaire, celui-ci les mettrait en œuvre sous sa seule responsabilité et selon les modalités de l'article 19 des CGA

9.2 Moyens mis à disposition par le CEA

Les conditions de mise à disposition par le CEA de moyens sont définies à l'article 19 des CGA.

9.2.1 Locaux (art. 6.1 du CdC)

Le CEA confie au Titulaire à titre gracieux les locaux (dont celui sécurisé destiné à l'exécution des prestations classifiées) déterminés lors de la réunion d'enclenchement. Le Titulaire s'engage à quitter les lieux à compter de la date de fin du présent marché.

9.2.2 Fournitures/Matériels

Le transfert des Fournitures/Matériels (art. 6.3 du CdC) mis à disposition du Titulaire par le CEA fait l'objet d'un procès-verbal signé contradictoirement par les Parties qui vaut acceptation, par le Titulaire, des Fournitures/Matériels aux spécifications requises pour la réalisation de la prestation du présent marché.

Le Titulaire est responsable du transport et de la garde et de l'emploi des Fournitures/Matériels qui lui sont confiées.

9.3 Horaires

9.3.1 Les horaires d'ouverture du CEA Paris-Saclay sont de 7h00 à 20h, sur les sites CEA de Fontenay-aux-Roses et d'Evry, du lundi au vendredi inclus en dehors des jours fériés et des jours programmés de fermeture décrétés par le CEA.

Pour l'année 2025, ces derniers sont les suivants :

- vendredi 2 mai,
- vendredi 9 mai,
- vendredi 30 mai,
- lundi 11 août au jeudi 14 août,
- mercredi 24 décembre au mercredi 31 décembre.

Pour les années suivantes, les autres jours de fermeture seront communiqués au Titulaire, à sa demande, en début d'année.

Le Titulaire intervient de manière nominale de 8h00 à 17h10 du lundi au vendredi sur le site du CEA Fontenay aux-roses et Evry. Si le CEA en fait la demande, ou pour les prestations identifiées dans le cahier des charges en dehors de ces horaires, ou si le Titulaire souhaite réaliser sa prestation en dehors de ces horaires de travail, ou sur un jour programmé de fermeture du CEA, tout en restant dans la plage horaire d'ouverture, il doit obtenir l'accord préalable du Chef de l'Installation et du responsable technique CEA. Dans tous les cas, les horaires d'intervention sont définis et mentionnés au plan de prévention.

Si exceptionnellement un travail doit être effectué ou se prolonger en dehors des horaires convenus, le responsable du Titulaire doit à nouveau obtenir l'accord préalable du Chef de l'Installation et du responsable technique CEA.

9.4 Personnel du Titulaire

Les dispositions applicables au personnel du Titulaire sont décrites en annexe 1 au présent marché.

ARTICLE 10 - QUALITE

Le Titulaire appliquera les règles relatives aux normes ISO 9001 et ISO 14001 (dernières versions en vigueur). Il établira un Plan Qualité Sécurité Environnement particulier (PQSE) relatif à la prestation.

Le CEA se réserve la possibilité d'effectuer les vérifications concernant le fonctionnement effectif du système Qualité. A cette fin, le Titulaire laisse libre accès, dans les horaires normaux, à ses installations et facilite les audits qualité effectués par du personnel CEA ou mandaté par le CEA. Ces vérifications ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

S'il apparaît que certaines dispositions du système Qualité sont inappliquées, notification en est faite au Titulaire qui présente au CEA, dans les délais requis, les modifications nécessaires.

ARTICLE 11 - REMISE DE LIVRABLES**11.1 Livrables à remettre**

Au titre de l'exécution du présent marché, le Titulaire est tenu de remettre au CEA l'ensemble des livrables mentionnés dans les Spécifications Techniques.

11.2 Validation et support des livrables

Le Titulaire soumettra les livrables à la validation du CEA. Il prévoit en outre, à ses frais et risques, la révision de l'ensemble de ces livrables en fonction des remarques du CEA.

Le CEA disposera d'un délai de 10 jours ouvrés à compter de la date de remise des livrables pour faire part au Titulaire de son accord ou de ses remarques éventuelles sur le contenu et la présentation des livrables.

En cas de remarques, le Titulaire prendra en compte, sans frais supplémentaires pour le CEA, les demandes de rectifications formulées par le CEA, ceci dans un délai maximum de 10 jours ouvrés. Ces rectifications devront également être validées par le CEA.

Le fait que le CEA approuve ou valide tout ou partie des livrables ne diminue ou ne limite en aucune manière la responsabilité du Titulaire.

11.3 Format des documents

Tous les livrables remis par le Titulaire au CEA seront réalisés sur des supports compatibles avec ceux utilisés par le CEA.

Les livrables validés seront remis au CEA sous la forme numérique (format .pdf et format natif).

11.4 Documents CEA

Les documents remis au Titulaire par le CEA seront rendus à ce dernier à l'échéance du marché quelle qu'en soit la cause.

ARTICLE 12 - DELAIS D'EXECUTION – DUREE**12.1 Délais d'exécution****12.1.1 Prestations forfaitaires**

Le Titulaire s'engage à respecter les délais de remise des livrables et d'exécution des prestations mentionnés dans les Spécifications Techniques.

12.1.2 Prestations sur bordereaux de prix

Le Titulaire s'engage à respecter les délais mentionnés dans l'OS.

12.1.3 Prestations sur devis préalables

Le Titulaire s'engage à respecter les délais mentionnés dans la FDMDP.

12.2 Durée**12.2.1 Tranche ferme**

La durée de la tranche ferme du présent marché est fixée pour une période de 3 ans allant du 01/09/2025 au 31/08/2028 (inclus).

12.2.2 Options de prolongation

En cas de levée des options n°1 et n°2, la durée du marché pourra être prolongée comme suit :

- Option n° 1 : du 01/09/2028 au 31/08/2029 (inclus),
- Option n° 2 : du 01/09/2029 au 31/08/2030 (inclus).

12.2.3 Réversibilité entrante (option n° 4)

En cas de levée de l'option 4, cette période est fixée pour une durée de 15 jours (du 18 au 31 août 2025).

12.2.4 Réversibilité sortante

La réversibilité sortante ne conduit pas à une prolongation de la durée du marché. Celle-ci s'exécute durant deux semaines à la fin de la tranche ferme ou des années de prolongation en cas d'affermissement des options 1 et/ou 2.

ARTICLE 13 - INTERLOCUTEURS

Pour l'exécution du présent marché, les Parties désignent comme interlocuteurs :

Fonction	Nom	tél	mail
- Pour le CEA :			
Chargé d'affaires	Luc BALDY MOULINIER	01.46.54.80.89	luc.baldy- moulinier@cea.fr
Chef de Groupe Services Généraux	Vincent BLANCHIER	01.46.54.90.48	vincent.blanchier@cea.fr

- Pour le Titulaire :			
Responsable technique	M. xxxxxx	xx xx xx xx xx	xxx@xxx
Responsable Sécurité	M. xxxxxx	xx xx xx xx xx	xxx@xxx

Le rôle et les missions du Responsable Sécurité sont définis à l'article 13.5 des CGA.

Les interlocuteurs du Titulaire, désignés ci-avant, ont qualité pour le représenter vis-à-vis du CEA.

Au cas où ces responsables ou un membre de l'équipe, serait remplacé, le Titulaire s'engage à avertir le CEA dans les meilleurs délais. Une période de recouvrement d'une durée d'un (1) mois sera effectuée aux frais du Titulaire, afin de procéder aux transferts d'informations, et aux différentes modalités administratives internes au CEA. Le Titulaire s'engage à procéder au remplacement par du personnel de qualification et d'expérience jugées au moins équivalentes.

ARTICLE 14 - REUNIONS

14.1 Dispositions générales

Pour suivre l'exécution du marché, les Parties tiendront des réunions, dans les locaux du CEA, dont la date de tenue sera déterminée d'un commun accord.

14.2 Réunion de démarrage

Une réunion de démarrage sera effectuée dans les locaux du CEA Paris-Saclay, au plus tard un mois après la signature du marché (article 15.3.1 du CdC).

14.3 Réunions de pilotage

Conformément aux dispositions des Spécifications Techniques (article 15.3.2 du CdC), les réunions de pilotage de la prestation se tiendront à une fréquence mensuelle en présence d'un responsable hiérarchique du Titulaire.

Ces réunions permettront de traiter notamment les points suivants :

- bilan de la période écoulée,
- examen des tableaux de bord, des indicateurs et des performances,
- suivi des aspects qualité, sécurité et environnement.

14.4 Réunions de revue

Les revues de contrat de la prestation se tiendront à une fréquence annuelle et se dérouleront telles que définies à l'article 15.3.3 du CdC.

14.5 Réunion de clôture

La réunion de clôture de la prestation se tiendra la dernière année d'exécution du marché et se déroulera telle que définie à l'article 15.3.4 du CdC.

14.6 Réunions spécifiques

En fonction de l'évolution des prestations ou afin de traiter des points spécifiques pouvant être d'ordre techniques, commerciaux ou contractuels, les interlocuteurs techniques pourront se réunir, sans frais supplémentaire, à la demande de l'une ou l'autre Partie par échange de correspondances.

14.7 Compte-rendu

Chaque réunion fera l'objet d'un compte-rendu établi par le Titulaire et envoyé au CEA pour validation dans un délai de cinq jours ouvrés suivant la date de réunion.

Après acceptation formelle du CEA, par accord dûment signé par l'interlocuteur technique du CEA, ce compte-rendu sera diffusé par le Titulaire selon une liste définie par le CEA. En aucun cas, un compte-rendu non accepté ne pourra faire l'objet d'une diffusion.

ARTICLE 15 - RECEPTIONS**15.1 Réception des prestations forfaitaires**

Les prestations forfaitaires du présent marché feront l'objet d'une réception prononcée mensuellement après acceptation sans réserve par le CEA de la prestation et de l'ensemble des livrables durant la période considérée. Chaque réception sera formalisée par la signature par les Parties d'un Procès-Verbal (PV) contradictoire.

15.2 Réception des prestations sur bordereaux de prix

La réception des prestations sur bordereaux de prix sera prononcée mensuellement après la réalisation satisfaisante et acceptation par le CEA des prestations et des livrables associés.

15.3 Réception des prestations sur devis préalables

La réception des prestations sur devis préalables sera prononcée mensuellement après la réalisation satisfaisante et acceptation par le CEA des prestations sur devis préalables et des livrables associés.

15.4 Modalités de réception

La réception s'effectuera conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

En cas de non conformités ou de non-exécution de tout ou partie des prestations, le CEA se laisse la possibilité d'opérer une réfaction du prix du marché. Dans cette hypothèse, le CEA notifie au Titulaire une proposition d'accepter en l'état les prestations pour un montant qu'il détermine. Le Titulaire dispose d'un délai de 15 jours ouvrés pour présenter ses observations ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la proposition du CEA. Si le Titulaire formule des observations, le CEA dispose d'un délai de 15 jours ouvrés pour notifier sa décision définitive.

**ARTICLE 16 - MONTANT**

NB : Tous les montants seront complétés dans le marché définitif en fonction de l'offre financière du soumissionnaire retenu.

16.1 Montant total du marché

Le montant total des prestations est plafonné à la somme de **XXXXXXX € HT (XXXXXXXXXX EUROS HORS TAXES)**.

Ce montant ne constitue pas un engagement de dépense pour le CEA. En aucun cas, le Titulaire ne pourra engager d'opération au-delà du montant indiqué ci-dessus sans autorisation préalable et écrite du CEA et ce, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.

La décomposition de ce montant est la suivante :

16.2 Montant de la partie forfaitaire

Le montant total des prestations forfaitaires, objet du présent marché, est fixé à la somme forfaitaire de **XXXXXXX € HT (XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX EUROS HORS TAXES)**, en cas de levée de l'ensemble des options.

Ce montant se décompose comme suit :

- au titre de la durée ferme du marché (du 01/09/2025 au 31/08/2028) : € HT,
- au titre de la 4^{ème} année d'exécution (option 1) : € HT,
- au titre de la 5^{ème} année d'exécution (option 2) : € HT,
- au titre de l'option 3 (carte professionnelle « agent de sécurité ») : € HT,
- au titre de l'option 4 (réversibilité entrante) : € HT

16.3 Prestations sur bordereaux de prix

Les prestations sur bordereaux de prix sont plafonnées à la somme de **XXXXXXX € HT (XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX EUROS HORS TAXES)**.

Ce montant est estimatif et ne saurait engager le CEA quant au volume réel des prestations à réaliser. En aucun cas, le Titulaire ne pourra engager d'opération au-delà du montant indiqué ci-dessus sans autorisation préalable et écrite (OS) du CEA et ce, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.

Ces prestations seront rémunérées sur la base des forfaits unitaires et forfaitaires suivants :

N°	Intitulé	Coût de l'unité d'œuvre
1	Livraison des marchandises de FAR vers Evry	
2	Livraison des marchandises de FAR vers Hôpital Saint-Louis	

3	Emballage pour l'expédition de colis : caisse carton standard : 15x10x10 cm	
4	Emballage pour l'expédition de colis : caisse carton standard : 25x10x10 cm	
5	Emballage pour l'expédition de colis : caisse carton standard : 35x30x30 cm	
6	Emballage pour l'expédition de colis : caisse carton standard : 55x35x30 cm ³	
7	FAR – Réservation et ouverture d'une salle de réunion	
8	FAR – Régisseur coût de 1 heure de présence	
9	Evry - Réservation et ouverture d'une salle de réunion	
10	Convoyage aller et retour des véhicules de service CEA du site de FAR vers le garage	

16.4 Prestations sur devis préalable

Le montant des prestations sur devis préalable est plafonné à la somme de € HT
(..... HORS TAXES).

Ce montant plafond ne saurait engager le CEA quant au volume réel des prestations à réaliser. En aucun cas, le Titulaire ne pourra engager d'opération au-delà du montant indiqué ci-dessus sans autorisation préalable et écrite du CEA (FDMDP) et ce, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.

Les devis sont établis sur la base des taux horaires suivants :

- Qualification XXXXX : € HT

- Qualification XXXXX : € HT

A compléter par le soumissionnaire

L'acceptation par le CEA du devis du Titulaire rend le montant de la demande de la prestation concernée forfaitaire et ferme.

16.5 Expédition de colis ou de plis

Cette prestation (hors emballages, rémunérés sur bordereaux de prix), réalisée selon les conditions définies à l'article 9.8 du CdC, seront remboursés au Titulaire sur présentation des justificatifs et sur la base des tarifs du fournisseur sans majoration de peines et soins.

Le Titulaire s'engage à transmettre au CEA les copies des factures des fournisseurs, toutes remises et ristournes déduites.

- 16.6** Les prix fixés ci-dessus comprennent l'ensemble des frais et notamment les frais de main d'œuvre du Titulaire, les frais de déplacement et d'hébergement, les frais d'établissement et de relecture, des documents nécessaires à l'exécution des prestations de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'ajouter.

16.7 Caractère des prix

Les montants visés ci-dessus ont un caractère révisable et sont réputés être établis sur la base des conditions économiques du mois de **XXXXXX** (mois de remise de l'offre).

ARTICLE 17 - REVISION

Les prix ne sont pas révisés durant la première année d'exécution des prestations, puis ils seront révisables annuellement à compter de la deuxième année d'exécution, à partir du mois de septembre 2026 (mois anniversaire du marché).

Un mois avant la date de révision de l'année concernée, le Titulaire transmet par écrit au Service des Marchés et Achats (SMA) du CEA Paris-Saclay une proposition de coefficient de révision, arrondi au millième inférieur, valable pour l'année à venir et basée sur l'application de la formule suivante :

$$C = 0,15 + 0,85 \times \frac{ICHT - N}{ICHT - N_0}$$

dans laquelle :

C = coefficient de révision,

$ICHT-N_0$ = valeur de l'indice du coût horaire du travail (ICHT-N) - Services administratifs et de soutien (identifiant **XXXXXX**), publiée au Moniteur pour le mois de **XXXXXX** (**mois de remise de l'offre**),

$ICHT-N$ = dernière valeur connue de ce même indice à la date de transmission de la nouvelle proposition de prix.

Pour la révision du montant d'une prestation ayant fait l'objet d'un retard imputable au Titulaire, l'indice applicable sera celui de la date contractuelle initiale.

Les Parties conviennent que si des modifications venaient affecter l'existence, la composition et/ou la définition des indices prévus dans le marché, les indices de substitution proposés par l'INSEE s'appliqueront de plein droit. Cette modification sera actée par le CEA et adressée au Titulaire par courrier.

La révision ne pourra être effective qu'après accord écrit du SMA du CEA Paris-Saclay sur la proposition du Titulaire, donnée dans le mois qui suit sa date de réception. Le CEA se réserve également la possibilité de faire exercer la révision des prix. L'application de la formule de révision a vocation à s'appliquer à la hausse comme à la baisse.

Le coefficient ainsi calculé s'appliquera de manière non rétroactive et à chaque facturation du Titulaire pour l'année à venir.

Dans le cas où ces dispositions n'auraient pas été respectées par le Titulaire, celui-ci s'engage expressément et par avance, si le CEA lui en fait la demande, à l'application des prix non révisables et, le cas échéant, à établir les avoirs correspondants si des factures ont été effectivement payées.

Toute proposition transmise en dehors du délai fixé ci-dessus ne sera pas prise en compte par le CEA.

ARTICLE 18 - CONDITIONS DE FACTURATION

18.1 Echéancier de facturation des prestations forfaitaires

Le montant des prestations forfaitaires sera facturé par le Titulaire (ou le mandataire du groupement), conformément à l'échéancier suivant.

18.1.1 Tranche ferme et options affermies (options n°1, n°2 et n°3)

Le montant des prestations forfaitaires de la tranche ferme et des options (en cas de levée) du présent marché sera facturé mensuellement à terme échu par le Titulaire. Le montant facturé sera de 100% du forfait mensuel et les taxes correspondantes, après la réception par le CEA des prestations correspondantes.

18.1.2 Option 4 - réversibilité entrante

La réversibilité entrante sera facturée, toutes taxes incluses, après réception sans réserve par le CEA des prestations et des livrables correspondants, selon les dispositions prévues à l'article « Montant ».

18.2 Prestations sur bordereaux de prix

Les prestations sur bordereaux de prix seront facturées mensuellement à terme échu et toutes taxes incluses, à la réception des prestations réalisées. Elles seront rémunérées selon les dispositions prévues à l'article « Montant » du présent marché.

18.3 Prestations sur devis préalable

Les prestations sur devis préalables seront facturées, toutes taxes incluses, à la réception des prestations correspondant à chaque FDMDP, selon les dispositions prévues à l'article « Montant » du présent marché.

18.4 Prestations d'affranchissement

Les prestations d'affranchissement seront refacturées mensuellement au CEA à l'euro/euro sans application d'un coefficient de peines et soins et sur présentation des factures justificatives.

18.5 Modalités de facturation des expéditions de colis et plis

Les prestations d'expédition de colis et plis telles que définies aux articles 9.8 et 11.1.5, seront rémunérées mensuellement à terme échu et toutes taxes incluses.

La facture devra faire apparaître :

- la copie des factures de ses fournisseurs,
- un récapitulatif des expéditions par unités clientes.

18.6 Modalités de facturation

Conformément aux articles L. 2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>). Les pièces justificatives attestant de l'acceptation des prestations par le CEA (PV signés des deux Parties, bon de livraison....) doivent être transmises en même temps que les factures via CHORUS PRO.

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire **ou le co-traitant** au titre du présent marché doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique et comporter en particulier les informations suivantes :

- le numéro SIRET du CEA : 775 685 019 00587,
- le code service : FAR-C,
- le numéro de commande (n° 400107XXXXXX).

A rajouter en cas de GME

Dans le cas d'un groupement momentané d'entreprise (GME), les factures peuvent être émises par le mandataire du GME, Titulaire de ce marché et / ou par son cotraitant. Dans tous les cas, les montants des factures devront être conformes à l'article MONTANT du marché et les factures devront être contre signées par le mandataire et son co-traitant. En aucun cas, la somme des montants facturés par le mandataire et son co-traitant ne pourra excéder le montant de l'échéance de facturation. Dans le cas contraire, les factures excédentaires seront rejetées et le CEA ne saurait être tenu pour responsable.

Le(s) numéro(s) SIRET qui sera/seront utilisé(s) par le Titulaire (et éventuellement son co-traitant) pour faire parvenir les factures et recevoir les paiements sera/seront le/les suivant(s) :

(à compléter par le soumissionnaire)

Dénomination du Titulaire du marché :



Numéro SIRET :

Dénomination du cotraitant du Titulaire :

Numéro SIRET :

18.7 Régime fiscal

Le présent marché est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur. Chaque terme de paiement, sera assorti de la TVA.

Le Titulaire du présent marché s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA d'après les débits.

ARTICLE 19 - CONDITIONS DE PAIEMENT

Le délai de règlement des factures est de trente jours à compter de leur date de réception par le CEA pour les factures respectant les conditions de facturation définies ci-avant.

ARTICLE 20 - SOUS-TRAITANCE

Les conditions de recours à la sous-traitance sont régies par les dispositions de l'article 7 des CGA.

Toute opération de sous-traitance, de premier rang ou de rang supérieur, qu'elle soit décidée avant le commencement des prestations ou en cours d'exécution, est soumise à l'accord préalable et écrit du CEA au moyen du formulaire prévu à cet effet remis dans des délais suffisants.

ARTICLE 21 - PENALITES

21.1 Modalités d'application et plafond

Les pénalités applicables au présent marché et citées ci-dessous sont :

- toutes cumulables,
- applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires, facturées hors taxes directement par le CEA,

- cumulativement plafonnées à 10 % (DIX POUR CENT) du montant total HT du marché (tranche ferme, options affermies et prestations hors forfait engagées).

21.2 Pénalités pour manquement aux obligations contractuelles

Au titre de la mauvaise exécution du marché, les pénalités suivantes seront appliquées au Titulaire :

Manquements aux obligations définis dans les Spécifications Techniques	Montant de la pénalité en euros hors taxes
Retard dans la remise d'un livrable	200 € HT par jour calendaire de retard
Ecartés liés aux exigences environnementales selon les indicateurs définis en début de marché assortis d'un engagement correspondant à l'offre du Titulaire ou définis d'un commun accord (conformément à l'article 5 du Marché)	1 000 € HT par écart
Ecartés liés aux considérations d'insertion sociale (conformément à l'article 7 du marché)	1 000 € HT par écart
Ecartés liés à la qualité	1 000 € HT par écart
Ecartés liés à la sécurité	2 000 € HT par écart
Retard dans la remise d'un devis	50 € HT par jour calendaire de retard
Non-respect des délais d'exécution stipulés dans le devis	200 € HT par jour calendaire de retard

21.3 Pénalités pour non-respect de la procédure en matière d'évacuation de déchets conventionnels

En cas de non-respect des dispositions prévues dans la consigne référencée CEA/P-SAC/DSST/SLEM/GVDC/CO/06, visée à l'article 2 du marché, le Titulaire sera redevable des pénalités mentionnées dans cette consigne.

ARTICLE 22 - CLAUSE DE PROTECTION DU SECRET (MARCHES CLASSIFIES)

22.1 Le marché est un marché classifié de niveau Très Secret au sens de la réglementation sur la protection du secret de la défense nationale. Il implique la détention d'Informations et Supports Classifiés (ISC) par le Titulaire.

En application des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le Titulaire s'engage à assurer la protection des ISC auxquels il a accès et/ou qu'il détient au titre du marché, en tenant compte des dispositions particulières stipulées dans le Plan contractuel de sécurité (PCS).

Il reconnaît avoir pris connaissance des textes portant sur ses obligations résultant de la connaissance et de la détention d'ISC et plus particulièrement :

- les articles L. 2311-1 à L. 2313-1 et R. 2311-1 à R. 2312-2 du code de la défense ;
- le code pénal, notamment ses articles 413-9 à 414-9 ;
- l'arrêté du 13 novembre 2020 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale (ci-après dénommée « IGI 1300 ») ;
- l'instruction interministérielle n°901/SGDSN/ANSSI (II 901) du 28 janvier 2015 relative à la protection des systèmes d'information sensibles.

Le Titulaire déclare se soumettre aux obligations résultant pour lui de l'application de ces dispositions ainsi qu'à celles découlant de l'ensemble des textes législatifs et réglementaires relatifs à la protection du secret de la défense nationale.

22.2 Pour exécuter le marché, le Titulaire doit détenir une habilitation au niveau requis en cours de validité. Il engage toutes les démarches nécessaires au respect de cette obligation et notamment celles relatives à son renouvellement.

En cas de perte de cette habilitation en cours d'exécution du marché, celui-ci peut être résilié de plein droit par le CEA, en totalité ou en partie, sans indemnité pour le Titulaire.

22.3 Les personnels participant à la réalisation du marché et ayant à connaître des ISC doivent préalablement être habilités par l'autorité d'habilitation au niveau requis défini par le PCS. Le Titulaire engage toutes les démarches nécessaires au respect de cette obligation et notamment celles relatives au renouvellement des habilitations de ses personnels.

Le Titulaire s'engage, dès que l'autorité de l'habilitation le permet, à faire habilitier un nombre de personnels suffisant à la bonne exécution du marché et pour toute sa durée, y compris pendant les périodes de congés, jours fériés, fermetures de centre, etc.

Le Titulaire tient à jour la liste des personnels habilités pour l'exécution du marché. Il la communique au CEA à première demande de ce dernier et également lors de toute mise à jour.

Le Titulaire s'engage à ce que ses personnels n'accèdent à aucune installation autre que celle(s) concernée(s) par le marché.

- 22.4** Le Titulaire s'engage à informer ses personnels habilités du caractère secret des prestations et de l'obligation qui leur est faite de tenir confidentiels l'ensemble des ISC auxquels ils seront amenés à accéder et/ou qu'ils seront amenés à détenir.

A ce titre, le Titulaire fait signer à ses personnels habilités l'engagement de responsabilité prévu par l'IGI 1300 et notamment son annexe 33.

- 22.5** L'exécution du marché peut conduire le Titulaire à avoir connaissance d'informations ou supports qui, sans être couverts par le secret de la défense nationale, portent la mention « diffusion restreinte » et ne peuvent dès lors être rendus publics. Le Titulaire s'engage à respecter pour ces informations et supports, les dispositions de l'IGI 1300 et les dispositions du PCS.

- 22.6** Le Titulaire s'engage à ne pas sous-traiter les prestations classifiées du marché, sauf autorisation préalable du CEA accordée par écrit et précisant les conditions de cette sous-traitance. Dans ce cas, la réalisation par un sous-traitant de prestations classifiées est notamment conditionnée par l'obtention d'une habilitation au niveau requis par l'autorité d'habilitation compétente, de la personne morale dudit sous-traitant et de ses personnels concernés.

Le nom des entreprises sous-traitantes ainsi que la nature des prestations sous-traitées doivent être décrites dans le PCS.

Le Titulaire s'engage à ce que les entreprises sous-traitantes se conforment aux dispositions du présent article.

Le Titulaire doit notamment mettre en place un PCS « fille » élaboré par ses soins, signé par le sous-traitant, validé et contresigné par l'Officier de sécurité du CEA.

Par ailleurs, la sous-traitance de prestations sensibles, au sens de l'article 5.3.2 de l'IGI 1300, est soumise à l'obtention préalable écrite par le Titulaire de l'autorisation du CEA. A cet effet, le Titulaire transmet au CEA l'avis sans réserve d'enquête administrative de la personne morale du sous-traitant (ou, le cas échéant, une attestation d'habilitation en cours de validité de la personne morale du sous-traitant).

- 22.7** Le Titulaire informe le CEA, dans le délai d'un mois, de l'achèvement des prestations classifiées du marché. Il remet obligatoirement au CEA la Fiche de clôture du Plan contractuel de sécurité (FCPCS) qui est jointe au Plan contractuel de sécurité (PCS).

Il s'engage à respecter les dispositions relatives à la destination des ISC convenues avec le CEA et précisées par la FCPCS.

En cas de non-respect de ces dispositions, le Titulaire encourt la sanction suivante : paiement d'une pénalité d'un montant de 500€ HT/jour de retard.

22.8 Toute violation ou inobservation par le Titulaire des obligations découlant des paragraphes 1 à 7 précédents, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner l'abrogation de la décision d'habilitation au secret de la défense nationale de la personne morale et, par voie de conséquence, la résiliation du marché, sans indemnité pour le Titulaire, sans préjudice des peines prévues par les dispositions des articles 413-9 à 413-12 du code pénal.

22.9 Les lieux voués à abriter des Informations et/ou Supports Classifiés (ISC), ainsi que les systèmes d'information utilisés pour traiter des ISC doivent présenter toutes les garanties pour assurer la protection du secret de la défense nationale et peuvent faire l'objet d'inspections, de contrôles ou d'audits de la part du CEA.

La conservation des ISC doit être réalisée par le Titulaire dans des lieux abritant ayant fait l'objet d'un avis technique d'aptitude physique délivré par l'autorité d'habilitation. Les références de l'aptitude physique des locaux sont obligatoirement mentionnées dans le PCS.

Le Titulaire doit fournir au CEA une attestation de conformité physique de ces lieux abritant conformément à l'annexe n°26 de l'IGI 1300.

En cas d'inexécution des travaux requis par l'autorité d'habilitation chargée de la vérification d'aptitude physique des locaux dans les conditions définies par les dispositions de l'IGI 1300 ou de non-conformité de ces derniers, le Titulaire engage sa responsabilité et le marché peut être résilié de plein droit par le CEA, en totalité ou en partie, sans indemnité pour le Titulaire.

Le Titulaire s'engage à signaler toute modification susceptible de remettre en cause les garanties que présentent ses locaux ainsi que les systèmes d'information utilisés pour la protection des ISC communiqués au titre du marché.

À l'achèvement des prestations du marché nécessitant l'accès à des ISC, le Titulaire dispose d'un délai d'un mois pour en informer le CEA qui détermine, dans la Fiche de Clôture du PCS (FCPCS), la destination à donner aux ISC jusqu'alors détenus par le Titulaire ainsi que les conditions de démantèlement du système d'information classifié. Le Titulaire s'engage à respecter ces dispositions. En cas d'inexécution, le Titulaire s'expose à des sanctions pénales et contractuelles, dont la pénalité de retard définie au §7 supra.

En cas de cessation d'activité ou de dissolution, le Titulaire restitue ou détruit les ISC qu'il détient au titre du marché selon les modalités définies au PCS.

Fait à Saclay,

en deux exemplaires originaux,

Pour le CEA, le

Signature :

Pour le Titulaire, le

Signature :

ANNEXE 1 - PERSONNEL DU TITULAIRE

1. Obligations générales du Titulaire quant à son personnel

1.1 Le Titulaire est tenu de respecter et de faire respecter par son personnel, affecté à l'exécution des prestations, objet du présent marché, les règlements en vigueur dans le Centre où elles sont exécutées, notamment en ce qui concerne l'accès, la discipline, les mesures de sécurité, la surveillance médicale.

Le Titulaire se conforme notamment :

- aux instructions générales de sécurité classique applicables aux entreprises extérieures travaillant sur le site où sont exécutées les prestations,
- au Code du travail et en particulier aux dispositions relatives aux travaux réalisés dans un établissement par une entreprise extérieure (art L4511-1, art R4511-1 et suivants),
- aux règlements édictés par le Centre ou l'établissement CEA concerné en matière de discipline, d'hygiène et de sécurité,
 - Il est précisé que l'accès au Centre de personnel âgé de moins de 18 ans requiert l'accord de la Direction du Centre (pour le site de Saclay) ou de son délégataire (pour le site de Fontenay-aux-Roses).

2. Habilitation - Certification

Le Titulaire s'engage à fournir à la Direction du CEA Paris-Saclay, préalablement à l'exécution du présent marché, les certificats et les habilitations requis pour tous ses employés amenés à intervenir sur le site du CEA Paris-Saclay (travaux d'ordre électrique, conduite des appareils de levage et des engins de manutention, etc...) et signaler toute modification intervenant en cours d'année. Le CEA décline toute responsabilité délictuelle à l'occasion de dommages causés par les employés du Titulaire dépourvus d'habilitation.

3. Accès au Centre

3.1 *Demande d'accès (Laissez-Passer Entreprise Extérieure Prestataire)*

L'accès du personnel du Titulaire est subordonné à la remise d'une demande d'autorisation d'accès aux centres du CEA (DAASC) accompagnée de l'ensemble des pièces justificatives en format original et à l'obtention d'un avis de sécurité.

En conséquence, pour toute arrivée de personnel et quel que soit le statut contractuel de l'employé (CDI, CDD, intérimaire), le Titulaire doit procéder aux démarches mentionnées ci-dessous dans les délais suivants :

- 4 semaines avant l'entrée en vigueur du marché pour le personnel de l'Union Européenne (U.E.),
- trois mois avant l'entrée en vigueur du marché pour le personnel hors Union Européenne (U.E.).

3.2 *Liste des employés du Titulaire*

Dans les délais visés au 3.1 ci-dessus, le Titulaire transmet au Chef d'installation le formulaire de DAASC dûment complété pour chaque employé et confirme au Chef d'installation la liste des employés chargés de l'exécution des prestations pour l'établissement des fiches professionnelles nominatives (FPN).

Le Titulaire fait connaître au CEA les nom, prénom, date et lieu de naissance, nationalité et qualification des employés qu'il affectera à l'exécution des travaux faisant l'objet du présent marché.

En cas d'utilisation par le Titulaire, ou ses sous-traitants, de personnel intérimaire dans le cadre de l'exécution du présent marché, le Titulaire s'engage à présenter au Chef d'installation, en complément des éléments ci-dessus, le marché d'intérim de chaque employé.

La liste du personnel ainsi communiquée au CEA pour autorisation d'accès sera établie de telle sorte qu'un nombre suffisant d'employés soient munis de l'autorisation d'accès afin que le Titulaire puisse faire face à ses obligations.

Le Titulaire s'engage à n'utiliser que le personnel ainsi autorisé, et à retirer, sans délai, tout employé dont l'autorisation est refusée ou annulée par le CEA sans qu'elle puisse arguer de ce fait pour excuser quelque défaillance que ce soit dans ses obligations.

Délivrance du badge d'accès

Dans les délais visés au 3.1 ci-dessus, le personnel du Titulaire devra se présenter à l'entrée du Centre CEA concerné au niveau de l'accueil des entreprises muni des pièces suivantes :

Pour le personnel de l'Union Européenne :

- le formulaire CEA de Demande d'Accès (DAASC) dûment complété (le Titulaire doit gérer les échéances et les demandes de renouvellement éventuel des DAASC)
- une pièce d'identité en cours de validité (carte d'identité, passeport ou carte de séjour);
- l'attestation d'aptitude médicale aux nuisances définies sur la fiche de poste délivrée par le Service Médical du Titulaire, en cours de validité correspondant au classement radiologique.

Pour le personnel hors Union Européenne :

- le formulaire CEA de Demande d'Accès (DAASC) dûment complété (le Titulaire doit gérer les échéances et les demandes de renouvellement éventuel des DAASC) accompagné d'une photographie;
- le titre de séjour,
- l'original du certificat d'aptitude médicale aux nuisances définies sur la fiche de poste délivré par le Service Médical du Titulaire, en cours de validité.

Conformément à l'article 6 du règlement intérieur, le badge d'accès est strictement personnel et doit être restitué lors du départ.

3.3 *Retrait du droit d'accès et de personnel du Titulaire*

Le CEA se réserve le droit à tout moment de retirer le droit d'accès d'un employé du Titulaire, auquel cas, il notifiera sa décision au Titulaire, sans préavis, sans que ce dernier puisse arguer de ce fait en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution totale ou partielle de ses obligations prévues au marché.

Le Titulaire devra avertir le CEA 15 jours à l'avance, avant tout retrait d'un des employés normalement affecté à l'exécution du marché.

Tout retrait du personnel du Titulaire doit s'accompagner de la restitution du badge d'accès (sauf s'il y a d'autres accès pour d'autres marchés au même moment sur le même centre).

Ce préavis a pour but de permettre au CEA de mettre en œuvre ses procédures internes, conformément à la convention du travail.

4. **Traitement des données personnelles des salariés du Titulaire**

Toutes données personnelles des employés du Titulaire collectées, détenues ou autrement traitées par le CEA dans le cadre du présent marché respecteront la législation applicable en matière de protection des données, en ce compris mais sans s'y limiter, le Règlement Général sur la Protection des Données (Règlement EU 2016/679) (le « RGPD »). En conséquence, le CEA aura en charge de :

- mettre en place les mesures technologiques et organisationnelles nécessaires pour s'assurer de la protection des données collectées et le cas échéant traitées dans le cadre du présent marché,
- traiter les données personnelles comme des informations confidentielles appartenant au Titulaire et uniquement traiter lesdites données pour permettre l'entrée du personnel du Titulaire sur le site du CEA et, si nécessaire, délivrer les badges d'accès, gérer les droits d'accès aux installations et éventuellement aux moyens informatiques et techniques auxquels ils devront accéder, vérifier les titres, permis et habilitations nécessaires à leur activité sur ce site, et faire réaliser l'enquête administrative destinée à vérifier qu'aucun fait les concernant n'est incompatible avec l'accès envisagé sur le site,
- s'assurer que toutes personnes autorisées à accéder aux données personnelles sont soumises à une obligation de confidentialité et bénéficient d'une formation adéquate pour se conformer à cette obligation,
- et conserver une traçabilité du traitement des données en conformité avec l'article 30 du RGPD.

5. Inspection commune préalable (ICP)

Conformément aux dispositions de l'article R. 4512-2 du Code du travail, une Inspection commune préalable sera organisée préalablement avant l'ouverture du chantier dans les conditions fixées à l'article 14.1 des CGA.

Cette réunion servira en particulier à élaborer un Plan de Prévention.

6. Suivi médical

6.1 Dispositions générales

Le Titulaire et ses sous-traitants sont tenus de prendre en charge le suivi individuel de l'état de santé de leurs travailleurs auprès d'un service de santé au travail agréé.

Le médecin du travail du CEA assure, pour le compte du Titulaire et de ses Sous-traitants, la réalisation des examens complémentaires rendus nécessaires par la nature et la durée des travaux réalisés au CEA par les travailleurs du Titulaire et de ses Sous-traitants. Les résultats sont communiqués aux médecins du travail du Titulaire et de ses Sous-traitants, notamment en vue de la détermination de l'aptitude médicale des travailleurs intéressés.

Le Titulaire s'engage alors :

- à prendre rendez-vous avec le SST (secrétariat des Entreprises Extérieures) avant l'exécution des prestations afin que les examens complémentaires et/ou qu'une visite médicale précise l'absence de contre-indication au Poste de Travail,
- à faire passer les examens complémentaires prescrits par le SST pour son personnel et le personnel de ses sous-traitants (les frais de ces examens complémentaires étant pris en charge par le CEA),
- à exiger de son personnel qu'il se présente au SST le premier jour de démarrage des prestations (ou le premier jour de reprise lorsqu'il y a eu interruption de chantier) afin d'effectuer un point zéro et quelques jours avant la fin des dites prestations, afin qu'un point de fin de chantier soit effectué selon les prescriptions du SST,
- à fournir au SST la liste de ses travailleurs présents sur le chantier et à signaler au SST chaque arrivée ou départ de personnel.

Dans le cas où le service de santé au travail du Titulaire ou de ses Sous-traitants, ou celui auquel ils adhèrent, ne dispose pas de l'habilitation lui permettant d'assurer la surveillance médicale de ses travailleurs intervenant au CEA/Paris-Saclay, la surveillance médicale de ces travailleurs est exercée par le service de santé au travail du CEA. Les modalités de cette surveillance sont précisées par un accord écrit conclu entre le CEA et le Titulaire ou chacun de ses Sous-traitants. Les frais afférents sont à la charge du Titulaire.

En outre, lorsque le Titulaire ou ses sous-traitants interviennent régulièrement en tant qu'Entreprise Extérieure dans un centre du CEA, une convention conclue entre le CEA et le Titulaire ou chacun de ses sous-traitants peut prévoir que le service de santé au travail du centre concerné assure la surveillance médicale de leurs travailleurs intervenants.



**ANNEXE 2 - MODELE D'ORDRE DE SERVICE POUR LES PRESTATIONS SUR BORDEREAU DE PRIX
OU UNITES D'ŒUVRE (BPU)**

ORDRE DE SERVICE N° ...					
Marché n° 400107		Titulaire :			
N° UO	Objet	Coût unitaire (€ HT)	Quantité	Montant (€ HT)	Délais T0* +
Montant total : € HT					
Commentaires : T0* étant la date de signature de l'OS					
		CEA			
NOM					
DATE					
SIGNATURE					

Les prestations sont réalisées à titre forfaitaire. Le Titulaire ne pourra engager de BPU au-delà des quantités et des montants indiqués sur l'ordre de service sans autorisation préalable et écrite du CEA, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.



**ANNEXE 3 - MODELE DE FDMDP (FICHE DE MODIFICATION POUR LES PRESTATIONS SUR DEVIS
PREALABLE)**

FDMDP N° ...		
Marché n° 400107		Titulaire :
Référence de la spécification technique du CEA :		Référence du devis du Titulaire :
Montant : € HT		
Les prestations correspondent au périmètre suivant :		
Délais(s) d'exécution et date(s) de remise du/des livrable(s) :		
	CEA	TITULAIRE
NOM		
DATE		
SIGNATURE		

Les prestations sont réalisées à titre forfaitaire.

Le Titulaire ne pourra engager d'opération au-delà du montant indiqué sur la FDMDP sans autorisation préalable et écrite du CEA, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.

ANNEXE 4 – SYNTHÈSE DES PRESTATIONS PRÉVUES DANS LE MARCHÉ

PRESTATIONS	§	FACTURATION	FAR	ÉVRY	H. ST-LOUIS
RÉCEPTION MARCHANDISES + LIVRAISONS + EXPÉDITIONS					
Réception marchandises + livraisons sur site	9.2	Forfait	O	O	N
Contrôles marchandises au RX	9.2	Forfait	O	N	N
Commandes magasin central de Saclay	9.7	Forfait	O	O	O
Livraisons marchandises de FAR vers Evry ou Hôpital St-Louis	9.7	BPU	N	O	O
Expédition colis	9.8	Dépenses contrôlées	O	O	N
Expédition colis (option emballages standards)	9.8	BPU	O	O	N
GESTION DU GAZ					
Contrôle des niveaux gaz + remplacement bouteilles	10.1.1	Forfait	O	N	N
Astreinte "gaz"	10.1.2	Forfait	O	N	N
Remplissage vases d'azote	10.2	Forfait	O	N	N
Réception et magasinage bouteilles gaz	10.3	Forfait	O	O	N
Gestion comptable des gaz - Suivi facturation	10.4	Forfait	O	O	N
GESTION DU COURRIER + DOSIMÈTRES + AFFICHAGE ADMINISTRATIF					
Tri et distribution du courrier interne et externe	11.1.2	Forfait	O	O	N
Collecte du courrier sortant	11.1.3	Forfait	O	O	N
Gestion du courrier classifié	11.1.6	Forfait	O	N	N
Expédition plis express	11.1.5	Dépenses contrôlées	O	O	N
Gestion des dosimètres	11.3	Forfait	O	N	N
Affichage administratif	11.2	Forfait	O	O	N
SALLES DE RÉUNION					
Ouvertures/fermetures SdR	12	BPU	O	O	N
Assistance technique	12	BPU	O	N	N
GESTION DES VESTIAIRES + CONVOYAGE VÉHICULES					
Gestion des vestiaires entreprises extérieures	13	Forfait	O	N	N
Convoiyage des véhicules de service CEA	14	BPU	O	N	N